



8 Place Malus
18000 Bourges
Tél 02 48 21 24 79
cgt.ud.cher@wanadoo.fr

CONTRE L'AUSTERITE, POUR LE PROGRES SOCIAL

8 OCTOBRE 2015

☞ GREVES ET MANIFESTATIONS

Il faut augmenter les salaires, les pensions et les minima sociaux

Ce que l'ensemble du patronat exige et revendique depuis des dizaines d'années, ce que les précédents gouvernements n'ont osé faire, **ce gouvernement dit « social » le fait.**

Le patronat ne supporte pas que les salariés du privé, comme du public, aient des droits les protégeant, accordant une certaine sécurité, des activités sociales et culturelles ou encore donnant la possibilité de s'organiser dans un syndicat, de revendiquer, manifester ou se défendre.

La logique de la loi Macron, celle de Rebsamen, de Le Branchu, Sapin ou encore Touraine vise à ce que l'ensemble des droits des salariés soient réduits à leur plus simple expression, c'est-à-dire rien ou pas grand-chose. Nous ne pouvons accepter cela.

La logique patronale est de revenir aux droits des travailleurs du 19ème siècle : pas de droits, juste des devoirs et donc le retour à l'esclavage. Relisez ce qu'était le droit du travail à cette époque et vous trouverez quelques éléments pour comprendre.

Les attaques contre les droits des salariés sont des prétextes dictés par la « baisse de compétitivité » des entreprises. Bien évidemment nous ne pouvons croire de telles absurdités. Lier les réglementations sociales à la « santé économique » est une manipulation idéologique de l'esprit.

Les entreprises se portent bien mais pas autant que les propriétaires privés l'espéraient. Ils en veulent toujours et toujours plus. Vous le vivez chaque jour lorsque vous travaillez ! Pas une journée sans que les directions mettent la pression, réorganisent le travail, demandent des cadences toujours plus intenses et des heures supplémentaires, ou poussent à travailler encore plus. C'est insupportable.

Les possédants veulent toujours plus de marges, de bénéfices. Pour ce faire ils ne disposent que de deux outils : les normes sociales du travail et les salaires. En attaquant le code du travail et le statut de la fonction publique, le patronat et son allié le gouvernement font d'une pierre deux coups. Ils font passer le contrat avant la loi, détruisant ainsi toutes les protections communes et les droits collectifs des salariés, ils permettent la négociation entreprise par entreprise. Là où il n'y aura pas de syndicat ou alors des organisations syndicales qui acceptent ce procédé, s'il n'y a pas de rapport de forces, les salariés seront contraints d'accepter tout un tas de mesures patronales les plus régressives les unes que les autres. Qui est prêt à accepter une telle situation ?

Les augmentations du temps de travail, les baisses de salaires généralisées, les remises en cause de la sécurité au travail, de l'ensemble des acquis collectifs obtenus par les luttes des travailleurs eux-mêmes seront systématiquement imposées sous prétexte de maintien de l'emploi ou de fermetures d'usines, ou de services publics. Ce sera le chantage permanent...Le patronat pourra contester la loi. Formidable !

Ces mesures qui arrivent dans le pays ne sont pas nouvelles et le patronat français n'a rien inventé. Le patronat allemand, là aussi aidé par la social-démocratie, a obtenu dès 2002 ce qu'on veut nous imposer ici, les lois Hartz (ancien directeur du groupe Volkswagen). En plus de mettre à plat l'ensemble des droits des travailleurs, ces lois ont permis une baisse historique et durable de l'ensemble des salaires des travailleurs allemands. Ce bon et beau système qu'on nous présente comme modèle économique et social à mettre en place partout est basé sur la paupérisation et la pauvreté de millions de personnes.

Lorsqu'on fait la liste de tous les mauvais coups depuis maintenant plusieurs années, on peut faire le bilan que les gouvernements à la botte d'un patronat, plus que jamais revanchard et à l'offensive pour sa propre classe sociale, ont comme seul objectif la mise en place généralisée de l'austérité salariale et sociétale. Pas un seul travailleur, retraité, chômeur, étudiant ne peut dire qu'il n'est pas touché par les décisions gouvernementales. Nous devons dire STOP à ce diktat organisé par et pour ceux qui veulent nous intégrer dans **l'Union Européenne construite exclusivement à des fins économiques.**

Regardons ce qui se passe pour des millions de salariés et de citoyens en Grèce, en Espagne, en Italie, au Portugal, où les droits des salariés et des populations ont quasiment disparu et où la pauvreté est devenue une institution. Nous ne sommes pas en reste chez nous même si les médias nous matraquent le contraire tous les jours. **Voulons-nous connaître le même sort ?**

Pour lutter, il faut revendiquer. La CGT a des propositions sociales et économiques pour sortir de cet engrenage régressif, pour une transformation de la société et pour en finir avec ce modèle qui nous impose austérité, soumission et oppression.

L'Union Départementale CGT a des propositions qui doivent et peuvent être mises en place immédiatement :

- **Augmentation du Smic à 2000 euros bruts, et de tous les salaires en fonction de la qualification**
- **La revalorisation de 30% du point d'indice du traitement des fonctionnaires**
- **Pas une pension de retraite ainsi que les minima sociaux en dessous du Smic à 2000 euros bruts**
- **Le financement de la Sécurité Sociale à 100% par les cotisations sociales**
- **La prise en charge de l'ensemble des dépenses de santé pour toutes et tous à 100% par l'assurance maladie**
- **L'arrêt des exonérations de cotisations dites « patronales » puisque c'est notre salaire socialisé qui nous est volé**
- **L'arrêt immédiat des diverses et nombreuses aides publiques aux patronats. Elles ne servent qu'à augmenter les profits et ne profitent qu'aux propriétaires privés**
- **Rediriger l'argent de nos impôts vers des services publics et installations collectives pour le bien commun**
- **Retrait de la loi Macron, du Pacte de responsabilité, des lois Touraine, Bachelot, Rebsamen, Cazeneuve et de toutes les lois régressives et anti-sociales**

Nos revendications sont beaucoup plus longues et larges que cette liste. Nous sommes prêts à les expliquer et à en discuter avec vous.

Pour être plus forts, rejoignez la CGT, seul syndicat inter-professionnel qui porte la transformation de la société et non l'accompagnement des politiques libérales.

RASSEMBLEMENTS

<u>BOURGES</u>	:	10 H 30	Place Séraucourt
<u>VIERZON</u>	:	10 H 30	Forum République
<u>ST FLORENT</u>	:	10 H 30	Zone industrielle (Rue Fernand Leger)
<u>ST AMAND</u>	:	10 H 30	Place de la République
<u>LA GUERCHE</u>	:	10 H 30	Place du Gal de Gaulle